

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: 15 (2000)
Heft: 9

Rubrik: Courier des lecteurs

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE PRÊT HORS DE PRIX

Lettre ouverte aux bibliothèques et bibliothécaires suisses et à leur Association qui défend si mal leurs intérêts

Chers collègues,

Depuis le mois d'avril, les réseaux de bibliothèques alémaniques, avec la bénédiction de la Conférence universitaire suisse, ont établi des tarifs dissuasifs pour le prêt des ouvrages entre bibliothèques: chaque prêt effectué à l'intérieur du réseau est facturé 8 francs, auxquels s'ajoutent 5 francs supplémentaires pour les institutions extérieures au réseau. L'annonce de cette innovation discriminatoire, qui résulte en partie de l'effet pervers engendré par la disparition de la franchise de port pour les colis au 1^{er} janvier 2000, a été répercutee par les organes de la BBS sans état d'âme. Pour ce qui concerne la Suisse romande, le CDROM, interpellé, a pris la décision de n'appliquer ce genre de tarif que par réciprocité aux institutions qui le pratiquent. Mais il s'agit d'une décision provisoire, qui peut être remise en cause à tout moment.

Cette mesure, qui grève lourdement les échanges entre institutions, est contraire à l'éthique même des bibliothèques publiques, dont la raison d'être consiste à satisfaire aux besoins des usagers en permettant l'accès le plus large possible aux documents. Elle est paradoxalement, puisqu'elle établit une barrière à la libre disposition des documents, au moment même où les moyens de communication modernes autorisent l'accès instantané aux données qui les décrivent et les situent. Elle est antidémocratique et asociale, car elle introduit une discrimination entre usagers basée sur la capacité financière. Elle est particulièrement discriminatoire à l'égard des populations habitant les régions périphériques comme le Jura, pour qui ces mesures signifient en clair l'abandon à brève échéance du recours au prêt interbibliothèques, devenu beaucoup trop onéreux pour l'usager, qui en fin de compte paiera la facture. Enfin elle est injuste à l'égard de l'ensemble des citoyens de ce pays qui participent largement par leurs impôts au subventionnement des hautes écoles et qui se voient mesurer l'accès aux sources du savoir qu'elles détiennent. Ces dispositions mercantiles sont révélatrices d'une dérive idéologique qui tend à saper tout service public au nom de la liberté d'entreprendre et du «new public

management». Le credo néo-libéral dont se réclament les enfants de la prospérité parvenus aux commandes, gangrène désormais le secteur universitaire, après avoir déstabilisé la classe politique. La démocratisation des études, qui a permis, dans les années soixante et septante, l'ascension sociale des moins favorisés, est désormais rangée aux oubliettes de l'histoire, comme une erreur de parcours, par la génération même qui en a le plus profité. La loi et les prophètes aujourd'hui, c'est le dogme du profit pécunaire maximum: celui qui bénéficie d'un service doit s'attendre à en payer le prix. Désormais, les valeurs humanistes n'ont plus la cote face aux exigences du tiroir-caisse.

On se demande ce que devient dans ces conditions le principe tant vanté de la gratuité du prêt, principe sur lequel on s'est appuyé pour revendiquer en son temps l'abandon de la perception des droits d'auteurs. Un prêt facturé 13 francs n'est plus vraiment gratuit!

On aurait attendu, on a attendu, on attend encore une réaction des organes dirigeants de la BBS à la mise en pratique unilatérale de dispositions qui mènent tout droit à l'anéantissement de la politique d'échange documentaire entre bibliothèques. Mais à part la répercussion de l'information, comme s'il s'agissait d'une annonce relative à la météo du lendemain, rien. Aucune prise de position, critique ou non, aucune manifestation d'une quelconque volonté d'instaurer un débat sur un sujet aussi brûlant. Une telle inertie est confondante et proprement incompréhensible. Si une affaire comme celle-là laisse la BBS indifférente, on peut raisonnablement se demander à quoi elle sert et faire l'économie d'une cotisation.

Il importe donc, et il y a urgence, que les bibliothécaires ou, pour parler moderne, les spécialistes et assistants en information documentaire réagissent en bloc à cette insanité. Faites savoir votre mécontentement ou, pour mieux dire, votre indignation aux organes représentatifs de la BBS. Réclamez l'instauration d'un large débat public sur une question qui touche aux fondements même des relations que vous entretenez avec vos usagers en passe de devenir les clients d'un marché de dupes.

Benoît Girard
bibliothécaire cantonal, président
de la Commission de coordination
des bibliothèques de la
République et Canton du Jura

CHER M. GIRARD, CHER COLLÈGUE

Gerne nehme ich Ihren offenen Brief zum Anlass, mich aus der Sicht des BBS-Vorstandes zum Thema «prêt hors de prix» zu äussern. Allerdings muss ich vorausschicken, dass weder der Vorstand BBS noch der Verband in seiner Gesamtheit homogen ist. Während wir gegenüber Dritten (Verlage, politische Instanzen, Pro Litteris) uns bemühen, die Interessen der Bibliotheken und ihrer Benutzer/-innen mit einer Stimme zu vertreten, ist die Situation im vorliegenden Fall insofern schwieriger, als sich innerhalb unserer Mitgliedschaft und der von ihr gewählten Organen zurzeit zwei scheinbar unvereinbare Meinungen gegenüberstehen. Es liegt weder in unserer Macht noch in unserer Kompetenz, gegen den Willen eines gewichtigen Teiles unserer Mitglieder irgend etwas zu verordnen. Unsere Aufgabe ist es in diesem Fall, zunächst die gegensätzlichen Positionen zu klären und dann, möglichst im Interesse aller Mitglieder, eine vernünftige Einigung anzustreben. Und eben daran sind wir.

Eine Arbeitsgruppe (ETH-Bibliothek, Landesbibliothek, BCU Lausanne) entwickelt zuhanden der Konferenz der Universitätsbibliotheken und zuhanden des Vorstands BBS Vorschläge für den zukünftigen Fernleihverkehr in der Schweiz (samt Tarifen). Der Vorstand BBS wird aufgrund dieser Vorschläge über das weitere Vorgehen beschliessen. Es ist verständlich, dass diese Aufgabe einige Zeit in Anspruch nimmt. Das heisst, Sie und viele andere Bibliotheken, die bisher von der «Gratis»-Fernleihe profitiert haben, müssen mit den vom IDS in eigener Kompetenz eingeführten Tarifen leben. Dass besonders für kleinere Bibliotheken mit engen Betriebsbudgets dies eine spürbare Belastung ist, und Sie sich deshalb wehren wollen, verstehe ich. Doch ich befürchte aufgrund der Gespräche, die ich bis jetzt geführt habe, dass mit der angestrebten Vereinheitlichung die neuen Tarife für Monografienbestellungen nicht wieder abgeschafft werden. Dafür gibt es Gründe, auf die ich hier und heute nur kurz eintreten will.

Gegen das hohe Prinzip der «gratuité» und eines allgemeinen, freien und demokratischen Zugangs zur Information ist nichts einzuwenden. Wir alle halten diese Grundsätze hoch, mit oder ohne Deontologie, und tun unser Bestes, Ihnen immer und überall, wo wir können, nachzuleben. Ich frage mich aber, ob Sie in Ihrer

Polemik das «Liberté-égalité-gratuité»-Credo nicht überstrapazieren und allzu undifferenziert für ihre persönlichen Interessen missbrauchen. Denn es steht Ihnen nach wie vor frei, den Benutzern für die Fernleihe wie für andere von Ihnen erbrachten Leistungen, die alle etwas kosten, nichts zu verrechnen. Doch irgend jemand muss diese «gratuité» bezahlen.

Im Bereich der Fernleihe haben die grossen Bibliotheken (auf Kosten der Steuerzahler ihres Kantons) die kleineren Bibliotheken anderer Kantone seit jeher massiv subventioniert, und sie tun es auch weiterhin. Die ZB Zürich beispielsweise befriedigt jährlich über 25 000 Fernleihbestellungen für Monografien (die ETH-Bibliothek 62 000). Diese Leistung ist mit Kosten von über einer Million Franken pro Jahr verbunden. Die neuen Tarife decken diese Kosten nicht. Sie haben lediglich eine Schutz- und Lenkungsfunktion. Nicht paradox, sondern durchaus logisch ist es, dass mit den neuen, komfortablen Recherche- und Bestellmöglichkeiten die grossen Bibliotheken einen leichtsinnigen Missbrauch dieser teuren Dienstleistung verhindern wollen, und ebenso verständlich ist es, dass sie durch die Tarifabstufung die für sie einfachste Bestellform (Direktbestellung über den jeweiligen Katalog) favorisieren.

Sie sprechen von Solidarität und Gerechtigkeit. Erachten Sie es als gerecht, dass, im Falle der ZB Zürich, die Steuerzahler des Kantons Zürich, wovon 80% nie eine Bibliothek benutzen, die Fernleihbestellungen aus dem Kanton Jura oder dem Kanton Tessin finanzieren müssen? Besonders wenn Sie bedenken, dass die Fernleihe vorwiegend von Firmen, Anwälten, Ärzten und andern Akademikern und nicht von Unterprivilegierten beansprucht wird. Sie plädieren also dafür, dass die Kosten für die Ansprüche der Privilegierten durch die Unterprivilegierten mitfinanziert werden? Und wenn tatsächlich einmal ein armer Student über die Bibliothek in Porrentruy ein Buch in Zürich bestellt, liegt es, wie gesagt, an Ihnen, ihm auf Kosten Ihres Kantons die Gebühren zu erlassen. Es ist allzu einfach «gratuité» zu fordern und damit nichts anderes zu meinen, als dass ein Teil Ihrer Leistungen durch die Steuerzahler aus andern Kantonen finanziert werden sollen.

Fazit:

- Die Fernleitarife der Bibliotheken untereinander und die



Forderung der «gratuité» für den Benutzer müssen getrennt behandelt werden.

- Die Frage, welche Bibliotheksdienstleistungen für den Benutzer gratis sein sollen, und welche wem zu welchem Tarif verrechnet werden sollen, muss angesichts der neuen Recherche- und Bestellmöglichkeiten neu diskutiert werden.
- Der Verband und die in ihm zusammengeschlossenen Bibliotheken müssen sich in der Frage der Angebote, der Bestellverfahren, der Fernleihtarife und der Benutzergebühren wieder auf klare und gesamtschweizerisch einheitliche Grundsätze einigen. Diese Einigkeit kann nicht gegen die grossen Bibliotheken (die Hauptlieferanten in der Fern-

leihe), sondern nur mit ihnen erreicht werden.

- Das unbestreitbare Prinzip des offenen, freien, demokratischen Zugangs zur Information lässt sich nicht auf die simple Forderung der «gratuité» reduzieren, ohne dass man sich Gedanken darüber macht, wer die Kosten für diese «gratuité» zu tragen hat. (Eine differenzierte Gebührenpolitik für Leistungen, die über das Grundangebot hinausgehen, ist wahrscheinlich weit «sozialer» als die undifferenzierte «gratuité»).

Unbefriedigend und unhaltbar, da gebe ich Ihnen Recht, ist am jetzigen Zustand das verwirrende Chaos bei den Fernleihgebühren. Ich hoffe, dass es uns gemeinsam gelingt, hier sehr bald wieder

klare Verhältnisse zu schaffen. Und dabei müssen wir nicht nur über Tarife, sondern auch über den durch die Bibliotheken zu gewährleistenden freien Zugang zur Information sprechen. Die jetzige Zusammensetzung des Vorstands BBS gewährleistet, dass die Interessen der allgemeinen öffentlichen und der Studien- und Bildungsbibliotheken angemessen berücksichtigt werden.

Peter Wille
Präsident BBS

PS Warum bezahlen Sie eigentlich 13 Fr. für Bestellungen im IDS? Auch Sie haben die Möglichkeit, über die Kataloge des IDS online zu bestellen und lediglich 8 Fr. zu bezahlen – gleich viel (oder wenig) wie schon seit langem für die Fotokopien.

NEWS SVD/ASD

«Informations- und Erfolgsstrategien bei Fusionen und Übernahmen»

14. Juni 2000,
Konferenzzentrum UBS
Grünenhof, Zürich

Die SVD hat schon längere Zeit keine Weiterbildungstagung zu einem Thema aus der Finanzwelt aufgegriffen. Wir haben uns diesmal aber zusätzlich auf Neuland begeben, indem wir den Kreis der Teilnehmer/innen und Referent/-innen weit über unseren Berufstand hinaus erweiterten, und ich darf sagen, es ist uns gelungen, entlang dem roten Faden «Informationsbeschaffung und -management bei M&A» einen grossen inhaltlichen Bogen zu diesem Thema zu spannen, der uns von der Beratung und Betreuung einer Fusion oder Übernahme, über deren Finanzierung, über die Art der Kommunikation nach innen und aussen, allfällige Standort-Fragen bis hin zu den gesetzlichen Rahmenbedingungen führte. All diese Tätigkeiten weisen spezifische Informationsbedürfnisse auf, die es zum Teil zu erspüren galt, die aber zum grösseren Teil auch explizit genannt wurden, sodass allen Anwesenden aus dem I+D-Bereich deutlich vor Augen geführt wurde, was für Informationen aus der Hand von Informationspezialist/-innen dabei gebraucht werden. Der sichtbar höher gewordene Informationsbedarf in diesem Bereich hat sich übrigens auch in einer gewachsenen Zahl von Arbeitsstellen im Sektor «Banking and Finance» niederge-

schlagen. Es ist darum wichtig, dass wir Informationsspezialist/-innen auch als kompetente Informationsvermittler/innen in diesem Gebiet auftreten können. Ich möchte es nicht versäumen, bevor ich zu den einzelnen Beiträgen komme, vorneweg nochmals allen Referent/innen für ihre Beiträge, den Sponsoren und Ausstellern für ihre Unterstützung, Roland Zehnder für die Moderation und unserer Konferenzmanagerin, Doris Fiala, den herzlichen Dank unseres Vorstandes auszusprechen. Ohne den persönlichen Einsatz all dieser Fachleute wäre diese Tagung nie zustande gekommen. Es war eine sehr gelungene Veranstaltung, die dem Ziel, Informationspezialist/innen und ihre «Kundschaft» im Wirtschaftsbereich zusammenzubringen, vollumfänglich gerecht wurde. Schade, dass nicht mehr Teilnehmer/-innen aus dem I+D-Bereich den Weg in den Grünenhof gefunden haben; diesmal gilt vollumfänglich: «Les absents ont toujours tort!»

Nun zu den einzelnen Beiträgen: Nach den einleitenden Worten des Schreibenden, wo auch nochmals auf unsere neuen Ausbildungsgänge an den Fachhochschulen hingewiesen wurde, begann unter kundiger Moderation unseres Mitgliedes Roland Zehnder der Reigen der Fachbeiträge.

Stephan Haagmans, Partner Atag Ernst & Young, begann seinen Vortrag mit der lapidaren Feststellung, er sei «Informationskonsument»! Um gleich anzufügen, wie wichtig für seine Tätigkeit die Forderung nach

möglichst spezifischer Information sei. Daher ist auch in seiner Abteilung Corporate Finance wie in vergleichbaren Abteilungen anderer Firmen direkt eine Informationsspezialistin angestellt. Er führte uns dann im Rahmen seines Vortrages «M&A aus der Sicht des Unternehmensberaters – 7 Misserfolgsrezepte» plastisch vor Augen, welche Stationen und Klippen im Rahmen eines solchen Fusions- oder Übernahmeprozesses zu bewältigen sind: 1 – M&A-Strategie, 2 – Timing, 3 – Information, 4 – Wert und Preis (Due Diligence), 5 – Projektorganisation, 6 – Risiko, 7 – Kommunikation. Uns betrifft naturgemäß vor allem Station 3, wo es sowohl um das Zusammentragen von Informationen aus dem Umfeld der beteiligten Firmen geht wie auch um die Due Diligence.

Rolf Dubs von der Universität St. Gallen führte uns in seinem Vortrag «Der Beitrag der universitären Ausbildung für erfolgreiche M&A – bleiben Verantwortung und Wirtschaftsethik auf der Strecke?» zuerst in die Geschichte und zeigte die verschiedenen Fusions- und Übernahme-Wellen seit der Jahrhundertwende und deren verschiedene Beweggründe auf. In Bezug auf die heutige Welle der «Mega-Deals» warnte er vor Fehlentwicklungen wie übersteigerte Gewinnstreben der Shareholders. Solche Fehlentwicklungen könnten bei der Bevölkerung zu Gegenreaktionen führen, die sich dann u.a. in neuen, die freie Marktwirtschaft behindernden Gesetzen auswirken könnten. Die

Verantwortung bei M&A sei eine langfristige. Daraus leitet Dubs Forderungen an die universitäre Ausbildung ab, die heute zu wissenschaftslastig sei und zu wenig Persönlichkeit und Verantwortung bilde. Vermehrte Arbeit an Fallbeispielen, Vertiefung in Blöcken, Einbeziehung der Wirtschaftsethik sind für ihn die Mittel zur Erreichung einer grösseren Integritäts- und Verantwortungskultur.

Carsten ten Brink, Head of Corporate Finance, UBS Warburg Zürich, beleuchtete in seinem Beitrag «Corporate Finance and the Role of Information in Transactions» vor allem die finanztechnischen Aspekte bei M&A, wobei er betonte, dass Corporate Finance nicht nur «Unternehmensfinanzierung» meine, sondern auch Strukturen optimieren und Bedürfnisse finanzieren. Jeder Kunde sei anders, und es brauche daher eine individuelle Beratung, die möglichst spezifische, komplexe und so aktuelle Information benötige, «the most accurate, complete and up to date information». Bei diesen Informationen handelt es sich um formale Dokumente wie auch interne Analysen, aber auch Gerüchte haben ihren Teil daran (!). Meistens gäbe es jedoch eher zu viel als zu wenig Information... Eva Maria Geiblinger, Kommunikations-Direktorin Degussa, Frankfurt/Wien, eröffnete ihren Beitrag «Vernetzte Gesamtkommunikation – Fusionen ohne Krise?» mit einem Zitat von Max Frisch: «Krise ist ein produktiver Zustand. Man muss ihm nur den Beigeschmack einer Katastrophe nehmen.» In ihrer abwechslungsreichen Rede erörterte sie anhand von Beispielen aus ihrer langen Erfahrung, wie im Rahmen der Integrierten Information und Kommunikation (I+K) die Werbung, die Öffentlichkeitsarbeit und die Dokumentation (I+D) als Servicestellen miteinander die für das Unternehmen benötigten Leistungen erbringen.

Das Referat von Jürg Niederbacher, Direktor The Zurich Network, über «Informations- und Erfolgsstrategien bei ausländischen Neuinvestitionen im Wirtschaftsraum Zürich – von politischen Fesseln beeinträchtigt?» brachte erstaunlich vielfältige Informationsbedürfnisse zu Tage. Was im Rahmen von Standortmarketing bei der Beratung von Firmen, die neue Standorte suchen oder eben übernommene Standorte neu evaluieren müssen, alles in Betracht gezogen werden muss, ist enorm. Ein sehr informationsintensives Tätigkeitsgebiet, sowohl was wirt-